Asia Centre

2025 • Analyse n°22

16 décembre 2025

Quand les temples saignent encore : Thaïlande-Cambodge, la guerre des mémoires

Auteur :

`Dr. Arnaud Leveau

Crédits : The Inauguration Ceremony of the 21th President of Republic of Korea
Licence CC BY 4.0 via Wikimedia Commons.
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:The_Inauguration_Ceremony_of_the_21th_President_of_Republic_of_Korea_%2854566787169%29.jpg

Thaïlande • Cambodge • Mémoires

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de l'auteur, Dr. Arnaud Leveau

Arnaud Leveau est président d'Asia Centre. Il a plus de 25 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique dans l'industrie (Airbus, Danone, Sciaci), les affaires gouvernementales, le conseil stratégique et la recherche en relations internationales. Il a notamment été à de nombreuses reprises le sherpa du groupe Airbus au Dialogue de Shangri-la à Singapour. Il est titulaire d'un doctorat en science politique de l'École normale supérieure de Lyon sur la politique étrangère sud-coréenne. Il a travaillé au sein de plusieurs centres de recherche asiatiques, comme l'ASEAN Studies Center de l'université Chulalongkorn (Thaïlande), le Center for South East Asia Asian Studies de l'université de Kyoto (Japon) ou de l'Institute for East Asian Studies de l'université de Sogang (Corée du Sud). Ses travaux ont notamment reçu le soutien de la fondation de Corée et la Société Japonaise pour la promotion de la science (JSPS). Il a également été directeur-adjoint de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine à Bangkok (IRASEC, MEAE - UMIFRE 22). Il est membre depuis 2010 du comité de lecture du groupe de réflexion Asie21 (Futuribles) et a participé à la création de l'Observatoire Asie-Pacifique de la Fondation Jean Jaurès. Il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande, l'Asie du Sud-Est, les questions de sécurité et de défense dans la région Indo-Pacifique. Il enseigne le monde des affaires en Asie à l'université Paris Dauphine PSL (M212).

À propos de l'analyse

Les affrontements armés entre la Thaïlande et le Cambodge en 2025 ne sauraient être réduits à un simple différend frontalier. Ils s'inscrivent dans une rivalité historique profonde, régulièrement réactivée par des dynamiques de politique intérieure, des intérêts économiques transfrontaliers et des fragilités de gouvernance. La frontière sert moins de cause que de catalyseur, offrant un terrain de projection à des crises de légitimité à Bangkok comme à Phnom Penh. L'incapacité de l'ASEAN à prévenir l'escalade et le recours croissant à des médiations extérieures, notamment chinoises et américaines, soulignent les limites des mécanismes régionaux de sécurité. En l'absence d'un traitement structurel des vulnérabilités internes, le conflit est appelé à se reproduire, au détriment des populations frontalières.

Quand les temples saignent encore : Thaïlande-Cambodge, la guerre des mémoires

Dr. Arnaud Leveau

16 décembre 2025

I. Un contentieux de longue date

Les affrontements qui ensanglantent de nouveau la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge ne sont pas un accident. Ils sont l'aboutissement d'une longue histoire faite de rivalités, de méfiance et de conflits et qui s'enracinent bien avant le tracé des cartes modernes. Au cœur de ce différend se trouve une mémoire collective qui puise ses sources entre les XIIe et XIIIe siècles. Durant cette période, alors que l'Empire khmer d'Angkor commençait à montrer des signes de déclin, des populations de langue thaïe originaires du Guangxi, du Guizhou et Yunnan ont accéléré une migration vers le sud. Ces groupes ont progressivement établi leurs propres royaumes, étendant leur influence sur les marges occidentales du territoire khmer. Cette dynamique historique fondamentale, une poussée thaïe face à un repli khmer, a laissé une empreinte profonde. L'étymologie de Siem Reap**,** la ville qui donne accès aux temples d'Angkor, en porte encore témoignage. Son nom, souvent interprété comme « la défaite du Siam », commémore une victoire militaire cambodgienne et cristallise le souvenir d'une compétition séculaire pour le territoire et l'influence[1].

Cette compétition séculaire ne se limite pas aux batailles passées ; elle se prolonge dans la symbolique culturelle et l'appropriation patrimoniale. Ainsi, la présence d'une maquette d'Angkor Wat dans l'enceinte du Palais royal de Bangkok, érigée sous le règne du roi Rama IV au milieu du XIXe siècle, illustre cette dynamique complexe. Pour le Siam, cette reproduction pouvait incarner à la fois un hommage au génie architectural khmer et une affirmation de sa suzeraineté historique sur les territoires cambodgiens. Pour le Cambodge, elle reste perçue comme une tentative d'appropriation symbolique d'un patrimoine national au cœur de son identité[2].

Cette rivalité ancestrale a été figée, et en partie exacerbée, par l'intervention des puissances coloniales. Le tracé frontalier contesté aujourd'hui découle largement du traité franco-siamois de 1907[3]. Pour la Thaïlande, ce tracé reste perçu comme une imposition de l'ère coloniale et une source durable de contentieux[4]. La brève guerre franco-thaïlandaise de 1940-1941 a permis à la Thaïlande de récupérer temporairement les provinces de Battambang et de Siem Reap. Toutefois, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la Thaïlande a été contrainte de restituer ces territoires au Cambodge en 1946 sous la pression conjointe des puissances alliées, notamment des États-Unis et du Royaume-Uni, qui conditionnaient la normalisation diplomatique et l'adhésion de Bangkok aux nouvelles institutions internationales au respect des frontières héritées de l'ordre colonial. Cette séquence a laissé, du côté thaïlandais, un ressentiment profond, nourri par le sentiment d'une injustice historique imposée de l'extérieur[5].

[1] Winichakul, T. (1994). Siam Mapped: A History of the Geo-Body of a Nation. University of Hawaii Press.
[2] Thompson, A. (2004). The Future of Cambodia's Past: A Messianic Middle-Cambodian Royal Cult. In J. Marston, & E. Guthrie (Eds.), History, Buddhism and New Religious Movements in Cambodia (pp. 13-39). University of Hawaii Press.
[3] Briggs, L. P. (1946). The treaty of March 23, 1907, between France and Siam and the return of Battambang and Angkor to Cambodia. The Journal of Asian Studies, 5(4), 439–454.
[4] Matsunuma, M., & Séguela, M. (2015). Reconnaissance de la souveraineté ou grandeur territoriale ? La délimitation des frontières entre le Siam et l'Indochine française en 1907. Outre-Mer : Revue d'histoire, 102(386-387), 205-225.
[5] Malakul Na Ayuthya, P. (1991). L'Indochine dans les relations franco-thaïlandaises (1938-1946) (Thèse de doctorat, Université Paris 7). Thèses.fr.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, le conflit s'est déplacé vers les prétoires sans pour autant se régler. L'arrêt de la Cour internationale de Justice (CIJ) de 1962, confirmant la souveraineté cambodgienne sur le temple de Preah Vihear, a été un tournant juridique majeur. Pourtant, la clarification apportée par un second arrêt en 2013 n'a pas suffi à apaiser les tensions[6]. La zone est restée une poudrière, comme l'ont tragiquement démontré les violents échanges d'artillerie entre 2008 et 2011, qui ont fait des dizaines de morts. La crise ouverte de 2025, avec ses combats de grande ampleur et ses centaines de milliers de déplacés, n'est donc pas une anomalie. Cette crise s'inscrit dans une longue série de résurgences, où les vieux contentieux frontaliers sont régulièrement ravivés, souvent au gré de calculs politiques internes, à Bangkok comme à Phnom Penh[7].

Le différend actuel autour du temple de Ta Kwai (Ta Moan) et de certaines « zones grises » frontalières n'est, au fond, qu'une manifestation contemporaine d'une rivalité autrement plus profonde. Un accord technique sur le tracé, même juridiquement abouti, ne suffirait pas à dissiper la défiance structurelle qui oppose les deux pays. À défaut, un autre point de friction émergerait, tant la relation bilatérale repose sur une méfiance historique durablement inscrite dans les imaginaires politiques.

II. 2025 : L'étincelle qui a rallumé l'incendie

L'escalade de l'été 2025 trouve son origine dans une fuite audio calculée : une conversation téléphonique entre l'ancienne Première ministre thaïlandaise Paetongtarn Shinawatra et le président du Sénat cambodgien Hun Sen. On y entendait Paetongtarn adopter un ton très conciliant, voire déférent (« oncle »), sur des questions frontalières sensibles. Cette fuite, reconnue par Hun Sen[8], a été une arme politique redoutable. En Thaïlande, elle a été perçue comme une trahison des intérêts nationaux, a précipité la suspension de Paetongtarn par la Cour constitutionnelle et a accéléré l'éclatement de sa coalition gouvernementale.

Hun Sen, président du Sénat et père de l'actuel Premier ministre Hun Manet, a réitéré cette méthode en publiant récemment des photographies montrant le Premier ministre thaï Anutin Charnvirakul aux côtés de responsables politiques dont le gouverneur de la province de Pailin[9]. Ce faisant, Hun Sen entame volontairement sa crédibilité diplomatique à long terme : quel dirigeant international acceptera encore d'échanger en confiance s'il existe un risque que les échanges soient enregistrés puis instrumentalisés à des fins politiques ? Il est révélateur, à cet égard, que le Premier ministre Hun Manet demeure en retrait sur ce dossier sensible, laissant son père, figure historique du régime mais aussi facteur de crispation, s'exposer en première ligne.

Cette lecture n'exclut toutefois pas d'autres interprétations. Si le rôle personnel d'Hun Sen apparaît central dans la séquence actuelle, il s'inscrit aussi dans des logiques institutionnelles et historiques plus larges, propres au fonctionnement du système politique cambodgien. L'instrumentalisation des canaux informels, des relations personnelles et de la communication stratégique ne relève pas uniquement d'une initiative individuelle, mais renvoie à une culture politique durable, où la personnalisation du pouvoir, la loyauté personnelle et la porosité entre sphère privée et action publique constituent des traits structurels du régime[10].

[6] Cour internationale de Justice. (s. d.). Affaire n° 45 — Temple de Préah Vihéar (Cambodge c. Thaïlande).
[7] Leveau, A. (2025, 10 Juillet). Cambodia–Thailand: A-e border crisis masking deeper fault lines (Brief n° 15). Asia Centre.
[8] Siow, M., Jones, A., & Agencies. (2025, 1 Juillet). Thai court suspends PM Paetongtarn Shinawatra over leaked phone call. South China Morning Post.
[9] Phnom Penh Post. (2025, décembre). Hun Sen asks how Anutin can exchange lives for votes. Phnom Penh Post.
[10] International Institute for Strategic Studies. (2023, 26 Juillet). Cambodia's political succession and the next government's external policies. Strategic Comments.

III. Les raisons cambodgiennes : diversion, économie et règlement de comptes

Les autorités cambodgiennes font face à une pression internationale croissante liée à la persistance des centres de cybercriminalité opérant sur leur territoire. Ces réseaux transnationaux, communément désignés comme *scam centres*, sont associés à des pratiques documentées de traite des êtres humains[11], de travail forcé et d'escroquerie à grande échelle[12]. Plusieurs rapports récents d'organisations internationales[13] et d'ONG soulignent l'implication, directe ou indirecte, d'acteurs liés à l'appareil d'État dans la protection ou la tolérance de ces activités[14]. L'attention médiatique portée à certaines figures centrales de ces réseaux, dont un ressortissant sud-africain naturalisé cambodgien, a renforcé la visibilité internationale de ces enjeux[15]. Dans ce contexte, la remobilisation d'un contentieux frontalier avec la Thaïlande peut être interprétée comme répondant à une logique de rééquilibrage stratégique. Pour un État aux moyens asymétriques face à son voisin, la réactivation d'un différend territorial et patrimonial offre un levier pour réaffirmer sa souveraineté, resserrer le consensus national et reconfigurer l'agenda politique international. Cette dynamique ne saurait être confondue avec la société cambodgienne elle-même, première victime des économies criminelles et de l'instabilité régionale.

Ce climat de tension est également alimenté, côté cambodgien, par un mécontentement croissant face à ce qui est perçu comme une tentative thaïlandaise d'appropriation ou de requalification de symboles centraux de la culture khmère[16]. Cette perception est renforcée par le rôle joué par des acteurs politiques thaïlandais étroitement liés aux provinces frontalières, au premier rang desquels Anutin Charnvirakul et son mentor politique Newin Chidchob, figure dominante de la province de Buriram. La mise en avant de sites, de récits historiques ou d'éléments culturels situés dans ces zones frontalières est interprétée à Phnom Penh non comme une démarche patrimoniale neutre, mais comme une extension de stratégies politiques locales et nationales visant à consolider une influence symbolique sur des espaces historiquement disputés. Dans ce contexte, la culture devient un champ de rivalité à part entière, où affirmation identitaire, calculs politiques internes et enjeux territoriaux se superposent.

La mise en avant du patrimoine culturel joue également un rôle stratégique dans la communication cambodgienne. En inscrivant les affrontements dans un registre civilisationnel et mémoriel, les autorités cherchent à internationaliser le conflit et à mobiliser des soutiens au-delà du cadre strictement bilatéral. Cette lecture patrimoniale, largement relayée dans les médias cambodgiens, contribue à renforcer la légitimité du discours officiel à l'intérieur du pays, tout en présentant le Cambodge comme un État défensif confronté à des atteintes répétées à son héritage historique.

La dimension économique est tout aussi déterminante. L'économie cambodgienne, en particulier dans les villes frontalières telles que Poipet, repose largement sur l'activité des casinos et sur des flux financiers opaques, souvent adossés à des capitaux chinois. En 2024 et au premier semestre 2025, la Thaïlande a sérieusement envisagé la légalisation des casinos à travers le projet de *Entertainment*

[11] Amnesty International. (2025). I was someone else's property: How Cambodia allows slavery and torture to flourish inside scamming compounds (Report No. ASA 23/9447/2025)
[12] The Diplomat. (2025, 6 Juin). Cambodia allowing abuses to flourish in online scam compounds, rights group says.
[13] United Nations Office on Drugs and Crime, Regional Office for Southeast Asia and the Pacific. (2023). Casinos, cyber fraud and trafficking in persons for forced criminality in Southeast Asia: Policy Report (Policy Report). United Nations Office on Drugs and Crime.
[14] The Conversation. (2025, 7 juin). Cambodia is vowing to rid the country of scam compounds — but we've seen several still operating in the open. The Conversation
[15] Adamović Davies, J. (2025, 1 décembre). Is Cambodia's scam industry too big to fail? New sanctions on the world's wealthiest criminal could threaten the Hun dynasty. Foreign Policy.
[16] Adextra Mission. (2025, 11 Juillet). Le Cambodge interpelle l'UNESCO sur une réplique thaïlandaise du temple d'Angkor Wat. Adextra Mission.

Complex Bill. Ce processus législatif a toutefois été suspendu en juillet 2025[17]. À terme, si ce projet devait être relancé, la combinaison d'infrastructures supérieures et d'une attractivité touristique bien plus forte placerait la Thaïlande en position de capter une part significative de la clientèle régionale, notamment chinoise, aujourd'hui orientée vers les casinos cambodgiens, et de se poser en concurrent crédible de Singapour et de Macao. Cette perspective suscite une inquiétude manifeste parmi les élites économiques cambodgiennes et leurs partenaires chinois.

Enfin, la dimension personnelle ne peut être ignorée. L'ancienne amitié entre Thaksin Shinawatra (le patriarche du clan Shinawatra) et Hun Sen (qui lui avait offert asile après le coup d'État de 2006) s'est transformée en rancœur. Les raisons de cette brouille relèvent à la fois de conflits personnels et de désaccords politiques. Faire tomber la fille (Paetongtarn) et affaiblir le camp Shinawatra est aussi, pour Hun Sen, une manière de régler ces comptes anciens.

Parallèlement, Phnom Penh a intensifié ses efforts de lobbying diplomatique et médiatique afin de peser sur les perceptions internationales du conflit. Des tribunes, prises de position publiques et relais d'opinion visent à présenter le Cambodge comme une victime d'agressions répétées et à internationaliser la responsabilité de l'escalade. Cette stratégie de communication, illustre la manière dont le conflit se joue aussi sur le terrain des récits, dans un environnement informationnel de plus en plus polarisé[18].

IV. Les raisons thaïlandaises : politique intérieure et affirmation nationale

Du côté thaïlandais, le Premier ministre Anutin Charnvirakul (Bhumjaithai) navigue également dans un paysage politique complexe. À la tête d'un exécutif minoritaire exposé à une motion de censure, il a choisi de dissoudre le Parlement et d'annoncer des élections législatives anticipées prévues pour le début de l'année 2026[19]. Cette décision ouvre une phase de campagne prolongée, au cours de laquelle la fermeté sur les dossiers souverains et frontaliers devient un marqueur politique central. Dans ce contexte, une posture de force vis-à-vis du Cambodge apparaît électoralement rentable, tant auprès des cercles conservateurs, de l'armée que d'une partie des classes moyennes urbaines sensibles aux thèmes de l'ordre, de la sécurité et de la dignité nationale.

Cette posture de fermeté s'inscrit toutefois dans un contexte de fragilité institutionnelle plus large. La multiplication des crises politiques et l'usage récurrent des leviers judiciaires et sécuritaires à des fins politiques fragilisent la gouvernance à moyen terme. La crise avec le Cambodge, si elle renforce temporairement une posture d'autorité, expose également l'exécutif thaïlandais à un risque de surenchère nationaliste difficile à contenir dans la durée[20].

La dissolution du parlement pourrait par ailleurs créer un vide institutionnel temporaire, susceptible d'affaiblir mécaniquement le contrôle civil sur la gestion de la crise frontalière[21]. Dans un tel contexte, l'armée thaïlandaise disposerait d'une marge de manœuvre accrue dans la conduite des opérations et dans la définition de la posture sécuritaire face au Cambodge. Une configuration de ce type, déjà observée lors de précédentes tensions frontalières, tendrait à favoriser des réponses militaires plus

[17] AP News. (2025, 8 Juillet). Thailand's Cabinet withdraws a controversial bill to legalize casinos. Associated Press.
[18] The Nation Thailand. (2025, 11 décembre). Cambodia steps up lobbying for Trump ceasefire call [Commentary]. The Nation Thailand.
[19] Channel NewsAsia. (2025, December 12). Thai PM Anutin moves to dissolve parliament, setting stage for elections; Thailand's King Maha Vajiralongkorn has endorsed a decree to dissolve parliament. Channel NewsAsia.
[20] Kiripost. (2025, décembre). Is Thailand's Prime Minister Anutin gambling with the country to stay in power? Kiripost
[21] Sovitou, L. (2025). Thailand's renewed military escalation during domestic instability (CSEAS Commentary No. 54). Centre for Southeast Asian Studies, Royal University of Phnom Penh.

affirmées, parfois au détriment de séquences diplomatiques rapides, et à renforcer le poids des logiques sécuritaires dans les arbitrages politiques.

Cette dynamique intérieure se double d'un recalibrage plus large de la politique étrangère thaïlandaise. Sans rompre avec l'alliance américaine, Bangkok tend à relativiser l'influence de Washington dans sa hiérarchie stratégique. Les déclarations d'Anutin, à la suite de l'annonce par l'administration Trump de nouveaux projets de relèvement tarifaire, vont dans ce sens[22]. En affirmant que la Thaïlande ne pouvait dépendre d'un seul partenaire et qu'elle saurait trouver d'autres débouchés commerciaux si nécessaire, il a clairement signalé une évolution de posture[23]. Dans ce contexte, l'intervention personnelle de Donald Trump en faveur d'un cessez-le-feu, au cours de l'année 2025, a été jugée utile, mais insuffisante pour encadrer durablement la gestion de la crise. Les États-Unis tendent ainsi à apparaître davantage comme une variable d'ajustement que comme l'arbitre central des équilibres régionaux.

Sur le plan diplomatique, l'accord de cessez-le-feu élargi a été signé le 26 octobre 2025 en Malaisie en présence du président des États-Unis, Donald Trump a été suspendu par la Thaïlande dès le 11 novembre 2025 après qu'un soldat thaï ait été blessé par l'explosion d'une mine le long de la frontière. Depuis, les efforts américains pour relancer le plan de cessez-le-feu ont eu peu d'effets. Le 12 décembre 2025, le président Trump a déclaré un peu rapidement avoir eu des « conversations très positives » avec le Premier ministre thaïlandais Anutin Charnvirakul et son homologue cambodgien Hun Manet, affirmant sur son réseau Truth Social que les deux dirigeants étaient « prêts pour la paix » et qu'ils avaient accepté de cesser les hostilités et de revenir à l'accord de paix signé à Kuala Lumpur en octobre sous médiation malaisienne. Toutefois, ni Anutin ni Hun Manet n'ont confirmé l'existence d'un tel engagement**,** et les faits sur le terrain ont rapidement démenti cette annonce[24]. Dès le lendemain, l'armée thaïlandaise a mené des frappes aériennes, notamment à l'aide de chasseurs F-16, contre des positions situées au Cambodge, tandis que Phnom Penh faisait état de bombardements sur des infrastructures civiles et militaires. L' échec relatif des initiatives américaines à obtenir une désescalade durable met en lumière le décalage entre la communication diplomatique de Washington et la réalité opérationnelle du conflit. Si les appels au cessez-le-feu ont permis de contenir temporairement les affrontements, ils n'ont pas été accompagnés de leviers politiques ou sécuritaires suffisants pour modifier durablement les calculs des acteurs locaux.

C'est ici que le facteur chinois devient déterminant. Le rapprochement sino-thaïlandais engagé depuis plusieurs années depuis le Coup d'État de 2014, et désormais assumé au plus haut niveau symbolique et politique. La Chine est devenue le principal centre de gravité extérieur de la Thaïlande. La Chine finance les infrastructures, irrigue les chaînes industrielles, alimente le tourisme et joue un rôle croissant dans la sécurité du Mékong. Pour la Thaïlande , cette relation relève moins d'un alignement que d'une logique d'adossement pragmatique : la Chine offre des leviers économiques immédiats et une profondeur stratégique que ni Washington ni l'Europe ne sont en mesure de proposer avec la même rapidité.

Dans le différend entre la Thaïlande et le Cambodge, Pékin occupe ainsi une position ambivalente mais centrale. D'un côté, la Chine n'a aucun intérêt à une escalade militaire entre deux partenaires clefs de son dispositif continental en Asie du Sud-Est. La stabilité frontalière est devenue un impératif économique, notamment pour sécuriser les corridors logistiques, les flux touristiques et les investissements industriels. De l'autre, elle n'entend pas s'ériger en médiateur formel, préférant agir par

[22] Balankura, N. (2025, 13 novembre). PM wary of US tariff hike. Bangkok Post.
[23] Leveau, A. (2025, 1 décembre). Les billets d'Asia Centre – Bangkok–Pékin : une famille stratégique élargie. Asia Centre.
[24] Keeton-Olsen D. & Phoung (2025, 13 December). Trump fails in renewed bid to end Thai-Cambodian border clashes., Nikkei Asia

signaux discrets, pressions indirectes et relais régionaux. Dans ce jeu, la Thaïlande apparaît souvent comme un interlocuteur plus fiable et plus structuré que le Cambodge, ce qui renforce la marge de manœuvre thaïlandaise tout en plaçant le Cambodge dans une position de plus grande vulnérabilité.

Enfin, la volonté affichée de la Thaïlande de durcir sa lutte contre les *scam centres* s'inscrit à la croisée de ces dynamiques internes et externes. Les opérations de saisie d'actifs, spectaculaires par leur ampleur, plus de 300 millions de dollars récemment[25], répondent à plusieurs objectifs simultanés : restaurer l'image internationale du pays, envoyer un signal de coopération sécuritaire à la Chine, et fragiliser des réseaux transfrontaliers dont une partie des retombées économiques bénéficie au Cambodge. Cette offensive, appelée à s'intensifier en 2026, participe ainsi d'une stratégie plus large de reprise de contrôle des marges grises du Mékong, tout en servant les intérêts politiques d'un exécutif thaïlandais en campagne.

À l'approche des élections législatives, Anutin articule simultanément plusieurs lignes d'action. Il affirme une posture de fermeté sur les questions nationales, revendique une plus grande marge d'autonomie vis-à-vis des États-Unis, cultive une relation étroite mais contrôlée avec Pékin et cherche à afficher sa capacité à reprendre la main sur les économies criminelles. Dans ce cadre, la crise avec le Cambodge apparaît moins comme une fin en soi que comme un symptôme des ajustements en cours, où se croisent dynamiques politiques internes, intérêts économiques et repositionnements géopolitiques.

V. Conséquences humaines, économiques et symboliques

Le coût humain du conflit entre la Thaïlande et le Cambodge est déjà élevé et s'amplifie à mesure que les affrontements s'intensifient. Des centaines de milliers de civils ont été contraints d'abandonner leurs maisons et de fuir vers des zones plus sûres, des deux côtés de la frontière, à la suite des échanges d'artillerie, des tirs et des frappes aériennes. Plus de 400 000 personnes ont été évacuées en Thaïlande**,** tandis que plus de 100 000 Cambodgiens se sont retrouvés déplacés, certains vivant dans des abris de fortune avec des ressources limitées en eau, nourriture et installations sanitaires. Ces mouvements massifs de populations créent une pression énorme sur les services locaux et les systèmes de santé, exacerbé par la reprise des combats en décembre 2025[26].

Les violences ont fait des victimes civiles, avec des rapports faisant état de décès, de blessés et de destructions d'habitations, d'écoles et d'infrastructures essentielles. Les restrictions sévères à la circulation transfrontalière et les fermetures de villages ont paralysé l'économie informelle, particulièrement dans les zones rurales et frontalières. Le commerce local, l'agriculture et les marchés qui sustentaient ces communautés ont été interrompus, aggravant la précarité des populations déjà vulnérables.

À une échelle plus large, la Thaïlande est confrontée au départ rapide de travailleurs migrants cambodgiens, traditionnellement très présents dans la construction, l'agriculture et la pêche. Cette contraction de la main-d'œuvre étrangère risque, si elle se prolonge, d'entraîner des pénuries dans certains secteurs clés et d'exercer des tensions inflationnistes sur les coûts de production. Si les données chiffrées restent encore fragmentaires, de nombreux médias internationaux, organisations humanitaires[27] et institutions régionales soulignent déjà la fragilité de ces secteurs fortement dépendants des mobilités transfrontalières.

[25] Strangio, S. (2025, December 4). Thailand seizes $300M in assets as scam crackdown deepens. The Diplomat
[26] Channel News Asia. (2025, 18 décembre). Thailand–Cambodia conflict forces thousands from homes in border provinces.
[27] Human Rights Watch. (2025, 25 novembre). Cambodia: Returned migrant workers face hunger, joblessness after leaving Thailand due to border conflicts. Human Rights Watch.

Au-delà des pertes humaines et économiques, la crise a ravivé une dimension symbolique particulièrement sensible autour du patrimoine culturel. Les autorités cambodgiennes ont publiquement dénoncé ce qu'elles qualifient d'atteintes graves à des sites historiques, notamment autour du temple de Ta Krabei, accusant la Thaïlande de mettre en danger un héritage culturel considéré comme indissociable de l'identité nationale khmère. Cette mise en avant du patrimoine n'est pas anodine : elle inscrit le conflit dans une logique mémorielle et civilisationnelle, où la protection des temples devient un prolongement du combat politique et diplomatique[28].

Au-delà de ses effets humains et économiques, le conflit s'est progressivement déplacé sur un terrain symbolique et culturel. Le retrait par le Cambodge de l'ensemble de sa délégation des Jeux d'Asie du Sud-Est (SEA Games) organisés en Thaïlande à la fin de l'année 2025 a marqué une rupture avec l'esprit de coopération régionale que ces compétitions sont censées incarner[29]. Dans le même registre, l'épisode entourant l'élection de Miss Univers en Thaïlande a offert une illustration révélatrice de cette extension du conflit aux sphères culturelles et médiatiques. Des échanges virulents, souvent teintés de nationalisme, ont émergé sur les réseaux sociaux et dans certains médias, visant notamment la représentante cambodgienne. La polémique a rapidement pris une telle ampleur que plusieurs sponsors ont choisi de se retirer, plaçant les organisateurs face à une crise largement étrangère à l'objet même du concours. Cet épisode montre à quel point les rivalités nationales se diffusent désormais dans des espaces censés rester neutres, transformant un événement culturel international en terrain de tensions identitaires et symboliques.

VI. L'ASEAN impuissante

Face à cette crise, l'ASEAN a, une fois encore, donné à voir les limites de son architecture institutionnelle. Jusqu'à présent l'organisation s'est essentiellement cantonnée à des déclarations de préoccupation et à un soutien politique à la médiation menée par la Malaisie, sans activer de mécanisme de règlement des différends en amont de l'escalade. Cette retenue tient moins à une absence de volonté qu'à des contraintes structurelles bien connues : le principe de non-ingérence, la recherche du consensus et la forte hétérogénéité politique de ses membres réduisent sa capacité d'action dès lors qu'un différend touche à des enjeux de souveraineté et de sécurité nationale.

Une fois le cessez-le-feu de juillet obtenu, le rôle de l'ASEAN s'est limité au déploiement d'une mission d'observateurs militaires à caractère temporaire, davantage conçue comme un instrument de confiance que comme un véritable outil de stabilisation. Cette posture réactive, plutôt que préventive, alimente le sentiment d'une organisation cantonnée à la gestion périphérique des crises les plus sérieuses, sans capacité réelle d'imposition ni de dissuasion.

Cette marginalisation relative ouvre mécaniquement un espace accru aux puissances extérieures. Dans ce cas précis, la Chine a su s'imposer comme un médiateur central, aux côtés des États-Unis, en mobilisant ses leviers économiques, politiques et sécuritaires auprès des deux parties. Pour Pékin, la stabilisation rapide du front cambodgien-thaïlandais répond à un impératif pragmatique : préserver la continuité des corridors régionaux et éviter toute perturbation durable dans la vallée du Mékong. Pour l'ASEAN, en revanche, cette séquence renforce l'image d'une organisation reléguée au second plan dans la gestion des crises de haute intensité, contrainte de composer avec des arbitrages désormais largement externalisés.

[28] Angkor Info. (2025, 12 décembre). Un crime contre le patrimoine : le Cambodge fustige la Thaïlande après une nouvelle attaque contre le temple de Ta Krabei. Angkor Info.
[29] Iau, J. (2025, December 10). Cambodia quits SEA Games in Thailand amid deadly border clashes. South China Morning Post

Il convient toutefois de rappeler que l'ASEAN n'a jamais été conçue comme une alliance de sécurité collective dotée de mécanismes coercitifs comparables à ceux de l'OTAN ou d'autres organisations euro-atlantiques. Son architecture repose avant tout sur la prévention, la désescalade et la gestion diplomatique des différends, dans un environnement régional marqué par une forte hétérogénéité politique et des sensibilités aiguës en matière de souveraineté. Les limites observées dans la crise thaïlando-cambodgienne relèvent donc moins d'une défaillance conjoncturelle que des contraintes structurelles inhérentes au modèle même de l'ASEAN.

Dans ce contexte, la question du rôle de l'Europe se pose avec acuité. L'Union européenne ne gagnerait ni à imposer un modèle exogène ni à s'ériger en arbitre partisan. Sa valeur ajoutée réside davantage dans une posture de facilitation que d'injonction. Elle pourrait d'abord privilégier un soutien diplomatique discret, en encourageant et en finançant des canaux de dialogue informels ainsi que des initiatives de confiance entre experts, responsables militaires et acteurs des sociétés civiles des deux pays. Parallèlement, l'UE dispose d'instruments de dialogue politique et de coopération lui permettant d'exercer une pression ciblée en faveur d'une gouvernance plus transparente, notamment dans la lutte contre les formes de criminalité transnationale, en particulier les réseaux de cyber-escroquerie, qui contribuent à l'instabilité régionale. Enfin, l'Europe aurait intérêt à inscrire son action dans un cadre régional en soutenant l'ASEAN, non en s'y substituant, mais en renforçant ses capacités techniques en matière de médiation, de prévention des crises et de surveillance des cessez-le-feu, dans le respect de son leadership et de ses équilibres internes.

Un conflit sans fin ?

Les combats actuels entre la Thaïlande et le Cambodge ne relèvent ni de l'accident ni de la fatalité. Ils constituent l'expression contemporaine d'une rivalité ancienne, régulièrement réactivée lorsque les équilibres politiques internes se fragilisent. Derrière les affrontements localisés et les discours nationalistes, ce sont des logiques plus profondes qui sont à l'œuvre : des calculs électoraux, des économies grises menacées, des réseaux d'intérêts transfrontaliers et, parfois, des règlements de comptes personnels déguisés en causes nationales. La frontière, dans ce contexte, fonctionne moins comme un enjeu en soi que comme un écran commode sur lequel se projettent des crises de légitimité et de gouvernance.

Une sortie de crise crédible ne pourra donc pas se limiter à un accord technique sur le tracé frontalier ou à un cessez-le-feu négocié sous pression internationale. Elle suppose un travail plus lent et plus politique : la capacité des deux États à traiter leurs vulnérabilités internes, à assainir les zones grises de leurs économies frontalières et à reconstruire des mécanismes de confiance fondés sur des intérêts économiques partagés plutôt que sur la surenchère identitaire. À défaut, chaque accalmie restera fragile, et chaque incident local portera en lui le potentiel d'une nouvelle escalade.

À moyen terme, l'enjeu dépasse d'ailleurs la seule relation bilatérale. Si ces crises cycliques se poursuivent, elles contribueront à banaliser l'usage du nationalisme comme outil de gouvernance en Asie du Sud-Est continentale, affaiblissant un peu plus les mécanismes régionaux de prévention des conflits et renforçant la dépendance à l'égard de médiations extérieures. Dans un contexte où la Chine s'affirme comme un stabilisateur pragmatique et où les États-Unis n'interviennent plus que de manière ponctuelle, l'incapacité des acteurs régionaux à régler leurs différends installe un précédent préoccupant : celui d'un Mékong dont la sécurité dépend de médiations extérieures, au détriment de mécanismes régionaux autonomes et d'un équilibre durable fondé sur la coopération entre riverains.

En attendant, ce sont les populations frontalières qui continuent d'en payer le prix. Déplacements forcés, pertes de revenus, insécurité chronique : leur quotidien rappelle que les lignes tracées sur les cartes ont des conséquences bien réelles sur les vies humaines, souvent bien éloignées des calculs stratégiques qui les ont définies.